

comme l'avait prédit, en 1853, Nicolas I^{er} : ni la France ni la Russie n'y consentaient. « Il n'y a pas trois politiques en présence, écrivait à cette époque M. Francis Charmes, il n'y en a que deux : ou le concert européen avec les obligations qu'il entraîne, avec les lenteurs qu'il impose, avec les difficultés qu'il accepte et qu'il essaie de résoudre, ou l'isolement avec la rhétorique pour consolation ou pour amusement. » On sait comment la Grèce ne se rendit pas au conseil des puissances, et, pour son malheur, partit en guerre, et comment, grâce à l'Europe, il ne lui en coûta que quelques cantons thessaliens, tandis que la Crète, tout en restant partie intégrante de l'Empire ottoman, était remise aux puissances qui, pour la gouverner, déléguaient le prince Georges ¹. Cette nouvelle crise portait à son apogée l'influence de l'Allemagne à Constantinople : l'attitude nettement turcophile de son gouvernement, les encouragements et les félicitations de l'Empereur à l'armée turque, l'opposition de sa diplomatie à toutes les mesures destinées à atténuer le désastre des Grecs, faisaient de Guillaume II non seulement un partisan radical de l'intégrité de la Turquie, mais encore, pour le plus grand bénéfice de l'industrie et du commerce allemands, l'ami et l'allié du sultan Abd-ul-Hamid. Son voyage à Constantinople et en Palestine, en octobre 1898, fut la manifestation éclatante de cette intimité nouvelle. L'ère germanique commençait dans l'Empire ottoman.

1. Pour le détail des faits voyez l'ouvrage de M. Max Choublier, déjà cité, ou le précis de M. Ed. Driault : *La question d'Orient depuis ses origines jusqu'à nos jours* (Alcan, 1898, in-8°).